

RAPPORT ANNUEL SUR L'EMPLOI **ANNEE 2013**

ETABLISSEMENT DE CHARLEVILLE

C.E. MARS 2014

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : Contexte général

- 1.1 Conjoncture
- 1.2 Activité automobile / Activité Groupe
- 1.3 Etablissement de CHARLEVILLE

CHAPITRE 2 : Evolution de l'emploi

- 2.1 Aspects quantitatifs : prise en compte des besoins moyen et long terme
 - 2.1.1 L'apport de ressources nouvelles
 - 2.1.2 Les départs en cessation anticipée d'activité
- 2.2 Aspects qualitatifs
 - 2.2.1 Formation
 - 2.2.2 Temps partiel
 - 2.2.3 Nouvelles organisations de travail liées à la RTT
- 2.3 Plan emploi
 - 2.3.1 Perspectives à moyen ou long terme
 - 2.3.2 Prévisions annuelles d'emploi

CHAPITRE 1 : Contexte général

1.1 Conjoncture

L'environnement économique

- **Bilan 2013 et perspectives 2014**

La croissance du PIB mondial en volume est ressortie à + 2,8 % en 2013, en moyenne annuelle, contre + 3 % en 2012. Ces rythmes de croissance restent en dessous de la croissance enregistrée entre 2000 et 2008 (+ 3,2 % en moyenne par an), avant la crise des subprimes de 2009. Après un 1^{er} trimestre 2013 poussif, l'activité mondiale s'est raffermie au 2^{ème} trimestre puis surtout aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2013, grâce à l'accélération de l'activité aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, au redressement de l'activité nipponne, à la sortie de récession en zone euro et à la résistance de l'économie chinoise. **La croissance du PIB mondial en volume est prévue à + 3,1 % en 2014.**

En zone euro, la croissance a encore été négative en 2013, en moyenne annuelle, mais la zone est sortie de la récession en fin d'année. **En 2013, la croissance s'est inscrite à - 0,4 %, en moyenne annuelle, contre - 0,6 % en 2012. En Union européenne, elle est ressortie à + 0,1 %, après - 0,3 % en 2012.** La probabilité d'éclatement de la zone euro s'est considérablement réduite et sa pérennité ne semble plus être remise en cause. Les tensions des marchés financiers vis-à-vis de l'union monétaire se sont apaisées et l'activité réelle a cessé de se contracter en cours d'année. Point important dans la solidification de la zone euro, outre la mise en place de l'OMT (août 2012), du MES (début 2013), du pacte budgétaire, les premières pierres de l'Union Bancaire ont été posées fin 2013.

Les places boursières se sont nettement reprises dans un contexte de sortie de récession, d'accalmie sur le marché de la dette souveraine, ainsi que du redressement des perspectives de croissance au sein de la zone. Points encore négatifs, le taux de chômage reste élevé (12 % de la population active) et les encours de crédit au secteur privé se sont contractés en 2013. Le recul de la distribution de crédit vient de s'arrêter récemment en début 2014. Mais les conditions du crédit (taux d'intérêt encore élevés, restriction de crédit) restent d'actualité en Espagne et en Italie, ces deux pays ayant encore des taux de créances douteuses élevés.

Après la contraction enregistrée en 2013, le PIB en volume de la zone euro est prévu s'accroissant modérément en 2014 de + 0,9 %. Les dernières données d'enquêtes auprès des entreprises signalent toujours l'expansion de l'activité. Mais la croissance sera sans éclat et de nombreux freins demeurent : niveau de production industrielle encore faible dans nombre de pays, sous-utilisation des capacités de production, redémarrage lent de l'investissement, taux de chômage élevé, modération salariale, distribution de crédit prudente en Italie et en Espagne notamment, poursuite de la consolidation fiscale, étant donné le niveau élevé des dettes publiques. Si les taux souverains sur emprunts d'état à 10 ans ont fortement baissé dans les pays périphériques, ils restent élevés au regard du taux de croissance nominale de leur PIB.

Par ailleurs, sur des indicateurs réels d'activité (production industrielle, taux de chômage, notamment), les disparités entre les pays du cœur de la zone et les pays périphériques restent élevées. Point important, la zone prise dans son ensemble affiche un excédent courant croissant, ce qui contribue à la fermeté de l'euro actuellement. La zone a aussi engrangé des capitaux, en

provenance des pays émergents, qui sont venus se placer sur le marché des dettes publiques des pays périphériques, ce qui participe aussi au renforcement de l'euro.

En Union Européenne, en 2014, la croissance est prévue à + 1,3 %. En France, la croissance a été faible en 2013 (+ 0,3 %, après 0 % en 2012), prévision de léger accroissement en 2014 (+ 0,7 %). Le taux de chômage reste élevé, pesant sur les salaires et le moral des ménages. Dans ce contexte, ces derniers demeurent frileux, désépargnant peu, ce qui freine la reprise de la consommation. Du côté des entreprises, les dernières données d'enquête et la sous-utilisation des capacités productives ne suggèrent pas de possibilités de franc rebond de l'investissement.

Au Royaume-Uni, les politiques monétaires et budgétaires ont soutenu la croissance en 2013, **qui est ressortie à + 1,8 % (vs + 0,3 % en 2012).** La consommation privée s'est renforcée, grâce à la rapide décrue du taux de chômage et le redressement de la confiance des ménages. En outre, la hausse des prix des logements apporte des effets de richesse positifs aux ménages. Le taux d'épargne est aussi retombé à bas niveau. L'investissement productif a redémarré à partir de mi-2013. La demande interne a été aussi soutenue par le programme « Funding for Lending Scheme » (FLS) ayant permis l'amélioration des conditions de prêts pour l'investissement logement des ménages et l'investissement productif des entreprises. Malgré la fin du FLS pour les ménages depuis le 1^{er} janvier 2014, **la croissance du PIB en volume en 2014 est prévue à + 2,6 %.**

Aux Etats-Unis, la croissance s'est modérée, ressortant à + 1,9 % en 2013 (vs + 2,8 % en 2012), mais, l'activité s'est raffermie au second semestre. Comme au Royaume-Uni, les prix de l'immobilier ont remonté, favorisant les effets de richesse positifs pour les ménages. L'investissement productif des entreprises s'est redressé, mais à un rythme encore relativement faible, malgré la situation financière très confortable des entreprises. Le ralentissement de la croissance des achats d'actifs par la FED (tapering) a été annoncé en décembre 2013, ramenant, à compter du 1^{er} janvier 2014, le montant mensuel des achats d'actifs de 85 Md\$ à 75 Md\$. Les Etats-Unis affichent toujours des déficits jumeaux (public et courant) pesant sur le dollar. De plus, les sorties de capitaux des pays émergents n'ont pas profité au dollar qui continue de se déprécier contre euro.

Au Japon, le PIB en volume s'est accru de + 1,5 % en 2013 (vs + 1,4 % en 2012). L'activité a été soutenue par les politiques monétaires et budgétaires très accommodantes (Abenomics). Ceci stimule la demande interne actuellement, avant le relèvement du taux de TVA prévu en avril 2014 de 5 % à 8 %. Pour contrer les effets négatifs de la hausse de la TVA, les politiques budgétaires et monétaires continueront d'être très expansionnistes en 2014. La fermeté de la demande interne stimule les importations, contribuant au creusement du déficit commercial et courant et participe à la dépréciation du yen contre dollar, d'autant plus que la poursuite de l'accroissement prévu de la base monétaire menée par la BoJ favorise l'abondance du yen et donc vient l'affaiblir. **En 2014, la croissance du PIB est prévue à + 1,5 %.**

En Chine, la croissance a été résiliente à + 7,7 % en moyenne annuelle en 2013, comme en 2012. Mais le pays est de plus en plus dépendant de la distribution de crédit. Notamment, l'endettement des entreprises et des collectivités locales, via le recours à du crédit informel (« shadow banking »), a alimenté la hausse rapide des prix immobiliers. La stabilité financière du pays, s'en trouve quelque peu ébranlée, comme en témoigne la mini crise de liquidité survenue courant 2013 provoquant une forte hausse des taux interbancaires. Mais la banque centrale a été très réactive et pratique une politique monétaire prudente avec une modération de la progression de l'offre de monnaie et du crédit depuis fin 2013. **La croissance est prévue ralentissant à + 7,3 % en 2014,** en liaison surtout avec le freinage de la croissance de l'investissement. En revanche, la consommation privée continuera d'être soutenue par la hausse des salaires, l'inflation modérée et le bas niveau du taux de chômage urbain.

Plusieurs économies émergentes (notamment Brésil, Russie) ont traversé depuis le printemps dernier des turbulences financières, se manifestant par des sorties importantes de capitaux et de fortes dépréciations de leur devise. Ces sorties de capitaux s'expliquent surtout par la modération des achats d'actifs de la part de la FED et l'anticipation, par les investisseurs, de la fin prochaine de politiques monétaires ultra accommodantes (Etats-Unis surtout) et de la remontée possible du taux directeur aux Etats-Unis (pas avant 2015).

En outre, les investisseurs ont fortement pénalisé les pays émergents vulnérables affichant des déficits courants importants et/ou des déficits publics (Brésil, Turquie, Afrique du sud, Inde, Ukraine). A cela, s'est rajouté, dans certains pays (Ukraine, Argentine), le niveau très faible des réserves de change, ne permettant plus à ces pays de soutenir leur monnaie. Ces dépréciations des devises se sont globalement traduites par une poussée des pressions inflationnistes, une remontée des taux d'intérêt (en particulier Brésil, Turquie et plus récemment Russie) venant peser sur les demandes internes et donc la croissance. Les places boursières de ces pays ont, en outre, sous-performé par rapport à celles des pays développés. En 2014, l'activité sera fortement dégradée en Argentine (dépréciation du peso et montée de l'inflation) et en Ukraine (au bord du défaut souverain).

1.2 Activité Automobiles / Activité Groupe :

- **La situation des marchés**

En 2013, le marché européen VP + VUL (30 pays) a enregistré 13.823 millions d'immatriculations, en retrait de 1,6 % par rapport à 2012 (à 14.052 millions). La baisse est moins forte qu'en 2012 où le marché avait chuté de 8,5 %.

Pour la 6^{ème} année consécutive, le marché VP est en retrait, à 12.354 millions d'unités en 2013, soit un recul de 1,7 % comparé à 2012.

Sur le marché VUL en revanche, le marché de 2013 est stable par rapport à 2012 (contre - 12,6 % observé en 2012).

- **Positionnement du Groupe PSA Peugeot Citroën sur les marchés mondiaux et européens**

Avec 2.818.695 véhicules et ensembles d'éléments détachés vendus dans le Monde en 2013, contre 2.964.910 en 2012, les ventes mondiales du Groupe PSA Peugeot Citroën enregistrent une baisse de 4,9 % par rapport à l'année précédente.

En 2013, le Groupe PSA Peugeot Citroën détient 3,8 % du marché mondial. Il conserve sa place de deuxième constructeur européen (Europe 30 pays) avec 11,9 % du marché (contre 12,7 % en 2012).

IMMATRICULATIONS VP

PAYS	GROUPES	Year 2007		Year 2008		Year 2009		Year 2010		Year 2011		Year 2012		Jan. à Déc. 2013	
		VOLUME	% PDM	VOLUME	% PDM	VOLUME	% PDM	VOLUME	% PDM	VOLUME	% PDM	VOLUME	% PDM	VOLUME	% PDM
FRANCE	PSA			654 783	31,0%	659 954	31,6%	738 381	32,1%	728 809	32,4%	692 837	31,4%	571 870	30,1%
	dont CITROEN	281 480	13,3%	295 431	14,1%	346 437	15,0%	328 146	14,6%	323 076	14,7%	266 430	14,0%	238 317	13,3%
	dont PEUGEOT	373 303	17,7%	364 523	17,4%	391 944	17,0%	400 663	17,8%	369 761	16,8%	305 440	16,1%	289 587	16,2%
	AUTRES	1 454 889	69,0%	1 431 414	68,4%	1 564 017	67,9%	1 522 860	67,6%	1 511 392	68,6%	1 326 890	69,9%	1 262 552	70,5%
	Total	2 109 672	100,0%	2 091 368	100,0%	2 302 398	100,0%	2 251 669	100,0%	2 204 229	100,0%	1 898 760	100,0%	1 790 456	100,0%
EUROPE 18	PSA			1 970 910	13,3%	1 792 492	13,2%	1 817 514	13,3%	1 776 560	13,7%	1 619 715	12,6%	1 407 207	12,0%
	dont CITROEN	901 770	6,1%	819 257	6,0%	845 075	6,2%	806 458	6,2%	743 974	5,8%	647 137	5,5%	576 419	5,0%
	dont PEUGEOT	1 069 140	7,2%	973 235	7,2%	972 439	7,1%	970 102	7,5%	875 741	6,8%	760 070	6,5%	705 541	6,1%
	AUTRES	12 868 468	86,7%	11 810 183	86,8%	11 848 142	86,7%	11 201 257	86,3%	11 187 584	87,4%	10 365 794	88,0%	10 271 511	88,9%
	Total	14 839 378	100,0%	13 602 675	100,0%	13 665 656	100,0%	12 977 817	100,0%	12 807 299	100,0%	11 773 001	100,0%	11 553 471	100,0%
EUROPE 30	PSA			2 091 557	13,0%	1 904 347	12,8%	1 893 594	13,0%	1 848 807	13,4%	1 689 133	12,4%	1 471 121	11,7%
	dont CITROEN	953 356	5,9%	868 891	5,8%	880 162	6,0%	839 950	6,1%	773 612	5,7%	674 798	5,4%	603 233	4,9%
	dont PEUGEOT	1 138 201	7,0%	1 035 456	7,0%	1 013 432	7,0%	1 008 857	7,3%	915 521	6,7%	796 323	6,3%	742 758	6,0%
	AUTRES	14 054 976	87,0%	12 983 332	87,2%	12 683 958	87,0%	11 986 187	86,6%	11 959 599	87,6%	11 085 290	88,3%	10 995 120	89,1%
	Total	16 146 533	100,0%	14 887 679	100,0%	14 577 552	100,0%	13 834 994	100,0%	13 648 732	100,0%	12 556 411	100,0%	12 341 111	100,0%

IMMATRICULATIONS VUL

PAYS	GROUPES	Year 2007		Year 2008		Year 2009		Year 2010		Year 2011		Year 2012		Jan. à Déc. 2013	
		VOLUME	% PDM	VOLUME	% PDM	VOLUME	% PDM	VOLUME	% PDM	VOLUME	% PDM	VOLUME	% PDM	VOLUME	% PDM
FRANCE	PSA														
	dont CITROEN	71 902	15,6%	78 593	17,1%	66 833	17,9%	70 838	17,0%	75 876	17,7%	65 346	17,0%	62 331	17,0%
	dont PEUGEOT	81 050	17,6%	82 256	17,9%	66 437	17,8%	72 228	17,3%	72 071	16,8%	63 671	16,6%	60 469	16,5%
	AUTRES	308 532	66,9%	299 446	65,1%	240 730	64,4%	274 546	65,7%	281 310	65,5%	255 033	66,4%	244 531	66,6%
	Total	461 484	100,0%	460 295	100,0%	374 000	100,0%	417 612	100,0%	429 257	100,0%	384 050	100,0%	367 331	100,0%
EUROPE 18	PSA														
	dont CITROEN	206 731	9,9%	191 890	10,5%	156 037	11,7%	166 888	11,3%	166 470	10,5%	140 432	10,2%	141 329	10,4%
	dont PEUGEOT	180 437	8,7%	172 596	9,4%	142 441	10,7%	159 044	10,8%	163 144	10,3%	146 041	10,6%	140 202	10,3%
	AUTRES	1 694 114	81,4%	1 471 685	80,1%	1 031 038	77,5%	1 153 441	78,0%	1 250 606	79,1%	1 089 886	79,2%	1 083 322	79,4%
	Total	2 081 282	100,0%	1 836 171	100,0%	1 329 516	100,0%	1 479 373	100,0%	1 580 220	100,0%	1 376 359	100,0%	1 364 853	100,0%
EUROPE 30	PSA														
	dont CITROEN	222 140	9,8%	208 088	10,3%	164 981	11,5%	175 672	11,2%	178 318	10,6%	149 494	10,1%	150 016	10,2%
	dont PEUGEOT	197 271	8,7%	191 016	9,4%	153 775	10,7%	169 004	10,7%	175 822	10,4%	157 309	10,6%	153 468	10,5%
	AUTRES	1 842 711	81,5%	1 625 260	80,3%	1 113 943	77,8%	1 229 200	78,1%	1 334 041	79,0%	1 170 876	79,2%	1 164 917	79,3%
	Total	2 262 122	100,0%	2 024 364	100,0%	1 432 699	100,0%	1 573 876	100,0%	1 688 181	100,0%	1 477 679	100,0%	1 468 401	100,0%

- **Les marchés européens**

Après un repli de 8,6 % en 2012, le marché européen (Europe 30) a de nouveau baissé en 2013 de -1,6 %.

En 2013, seuls quelques marchés, comme la Grande-Bretagne et l'Espagne sont en hausse (respectivement 11 % et 4,1 %).

Ces marchés qui connaissent une reprise sont très loin des niveaux de 2007 : l'Espagne a progressé en 2013 à 809.000 immatriculations contre 1.892.000 en 2007.

La France enregistre un recul de 5,5 %, et l'Italie de 7,6 % à 1.404.000 immatriculations -niveau le plus bas depuis 1979- contre 2.739.000 en 2007.

Sur l'Europe, avec 304.000 immatriculations VUL, le Groupe conserve son leadership et affiche une part de marché à 20,7 %, en quasi stabilité sur 2012.

Dans ce contexte, le Groupe privilégie les canaux de distribution les plus rentables et la part de marché du Groupe s'établit à 11,94 % en Europe 30 contre 12,7 % en 2012.

- **Les marchés hors Europe**

Amérique latine : une situation toujours contrastée

Le marché latino-américain (Argentine, Brésil, Chili, Mexique) a progressé de 2,9 % au global en 2013 avec 5.937.000 immatriculations. L'analyse détaillée de ce chiffre montre des disparités locales importantes.

Le marché brésilien est ainsi en baisse de 1,5 % pour la première fois depuis 10 ans. Ce recul apparaît alors que la baisse d'IPI¹ opérée en 2012 a été maintenue durant toute l'année 2013 et que l'agressivité des offres commerciales a été très forte notamment sur le second semestre. Cependant l'évolution des taux de change sur la zone (versus €) est très défavorable et pénalise fortement la performance économique du Groupe.

Le taux d'intégration locale des activités du Groupe à un niveau bas amplifie cet effet change.

Dans ce contexte, les ventes de PSA Peugeot Citroën dans la zone sont en croissance de 7 % par rapport à 2012 avec 303.000 unités vendues pour la zone Amérique latine, avec une part de marché de 4,9 %. En Argentine, le groupe PSA poursuit sa forte croissance avec 140.100 immatriculations en 2013 qui représentent une croissance de 25,5 % par rapport à 2012. Le Groupe y a notamment réussi les lancements de la Peugeot 208 et de la Citroën C4 Lounge dont les ventes sont d'ores-et-déjà au-dessus des prévisions. Les immatriculations du Groupe ont enregistré une forte croissance tant au Chili (+ 31,5 %) qu'au Mexique (+ 33,4 %), bien supérieure aux marchés qui augmentent de respectivement + 10,3 % et + 7,9 %.

Chine : une très forte croissance

Le marché chinois a enregistré une croissance de 19,1 % en 2013. Dans ce contexte, les ventes du Groupe ont augmenté de 26,1 % à 557.000 unités contre 442.000 en 2012. La part de marché s'établit à 3,64 %. La Chine est le deuxième marché de PSA Peugeot Citroën après la France.

Peugeot enregistre une nouvelle hausse de 25,8 % avec 272.000 unités vendues contre 216.000 en 2012. Les ventes de Citroën progressent de 26,3 % à 285.000 unités contre 226.000 en 2012.

¹ « Imposto sobre Produtos Industrializados » (taxe sur les produits industriels)

La Peugeot 3008, la Citroën C4L, lancée en début d'année, la Peugeot 301 et la Citroën C-Elysée proposées dès le second semestre 2013 ont contribué fortement au développement commercial du Groupe en Chine.

En 2014, les ventes de PSA Peugeot Citroën devraient continuer de croître avec notamment le développement du réseau commercial sur l'ensemble du territoire et l'élargissement de l'offre.

Les classes moyennes, coeur de cible des ventes du Groupe en Chine, représentent aujourd'hui 25 % de la population chinoise mais devraient représenter 40 % de celle-ci à horizon 2020. Pour accompagner cette évolution, le Groupe prévoit une capacité de production annuelle de 950.000 véhicules dans ses usines de Shenzhen (200.000 unités pour CAPSA) et Wuhan (750.000 unités pour DPCA). La construction d'une 4^{ème} usine par DPCA est à l'étude.

Russie : un recul important du marché automobile

Dans le contexte d'un ralentissement de l'économie russe, le marché automobile a connu un net recul de 5,4 % en 2013. La part de marché du Groupe est en recul de 0,3 point, à 2,3 %.

En 2013, les lancements de véhicules adaptés au marché, les Peugeot 301 et 208 d'une part, la Citroën C-Elysée d'autre part sont venus compléter l'offre des Marques. À noter que la Citroën C4 Sedan, produite localement à Kaluga, a été lancée en juin. Ces modèles permettront au Groupe de renforcer sa présence sur le marché russe en 2014.

- **Reste du Monde**

Grâce au succès des Peugeot 301 et Citroën C4L et C-Elysée, les ventes du Groupe progressent également hors de ces trois destinations, notamment en Algérie : + 6,9 % et en Turquie : + 7,6 %.

- **Perspectives 2014**

Le Groupe s'attend à un marché automobile en Europe en 2014 en croissance de l'ordre de 2 %, à une croissance de l'ordre de 10 % en Chine, un marché en repli de 2 % en Amérique Latine, et à un marché stable en Russie.

Le rythme soutenu de nouveaux lancements se poursuivra en 2014 avec notamment la nouvelle Peugeot 308 SW et la Peugeot 108, le Citroën C4 Cactus, la nouvelle Citroën C1 et la poursuite des lancements à l'international.

1.3 Etablissement de CHARLEVILLE

BILAN 2013

Tonnage Pièces Bonnes fabriquées :

SECTEUR	TYPE DE PRODUCTION	2011	2012	2013
Nombre de jours		229	234	225
ALU	Tonnage année	35 372	31 331	28 166
	Tonnage/jour	154,46	133,89	125,18
FERREUX	Tonnage année	53 448	40 845	32 541
	Tonnage/jour	233,40	174,55	144,63
CULASSES FINIES	Année	2 568 083	2 357 179	2 157 212
	jour	11 214	10 073	9599

NB : culasses finies = culasses coquilles + PMP

BILAN 2013

L'année 2013 a été marquée par :

Secteur Culasses Coquille :

Montée en cadence du Carrousel Ca8 en C01 (DW10C).

Démarrage des culasses C08 (EP Chine), C07 (EB2DT) et C04 (DW 10C)

Montage du carrousel Ca9 et du four de Fusion associé.

Mise au point du procédé coulée basculée en C04 sur PL4 puis Ca8.

Démarrage de la ligne de parachèvement LP4.

Secteur PMP :

Fin des modifications liées à la polyvalence EP/EB sur les chantiers.

Montée en cadence de l'atelier d'injection Polystyrène pour production de modèles EB2 en interne.

Secteur LAS :

Démarrage des cornes de Berceaux.

Montée en cadence des cornes de Berceaux sur la J47.

Montée en cadence des Axelors.

Développement de la polyvalence des équipes.

Secteur Ferreux :

En fusion, nous avons commencé à préparer l'arrivée de nouveaux fours de fusion à induction moyenne fréquence pour remplacer 1 four à arc et 2 fours basse fréquence (Amélioration des conditions de travail dans le hall de la Fusion) ➔ Démantèlement engagé et construction en parallèle de l'analyse fonctionnelle des nouveaux moyens de fusion.

Au moulage 7.5 millions de pièces ont été produites. Cette nouvelle baisse de l'activité : - 10 % par rapport à 2012 nous a conduits à adapter l'engagement des chaînes de moulage. Cet ajustement a permis de réduire de façon drastique le recours à des journées non travaillées.

La montée en cadence des pivots avant pour la nouvelle plateforme EMP2 a été réalisée conformément aux plannings projets.

En finition, comme au noyautage l'organisation mise en place fin 2012 a été maintenue : production concentrée sur 2 équipes, des compléments et/ou des actions de préventif dans la troisième.

PERSPECTIVES 2014

Secteur Culasses Coquille :

Démarrage et montée en cadence du Ca9 et du four associé.

Démarrage des travaux pour le Ca10.

Transformation du LM 7 en C08.

Démarrage de la ligne de parachèvement LP5.

Secteur PMP :

Arrêt du PMP1.

Mise en place d'un VSD durant le premier semestre sur les PMP2 et 3

Secteur LAS : RAS

Secteur Ferreux :

Démarrage en série de nouveaux pivots (Plateforme EMP2) : P 64 / 65.

Réalisation des prototypes en ligne (Sur les moyens de moulage série) pour le véhicule K0 : Pivots et bras triangles.

Fin de la production série des pièces de la 206 (Pivots, bras, support de traverse) pour l'Europe, reste des compléments / dépannages pour l'AMLAT.

Le projet fusion est relancé (Amélioration des conditions de travail dans le hall de la Fusion), un premier duplex de fours MF doit être installé pour fin d'année.

CHAPITRE 2 : Evolution de l'emploi

2.1 Aspects quantitatifs : prise en compte des besoins moyen et long terme

2.1.1 L'apport de ressources nouvelles

La nécessité de répondre aux attentes de nos clients et partenaires a nécessité le recours à :

↳ **du personnel intérimaire :**

MOIS	Nombre mensuel moyen d'intérimaires 2013	Perspectives 2014
Janvier	22	21
Février	16	21
Mars	14	28
Avril	13	33
Mai	36	53
Juin	44	30
Juillet	45	30
Août	0	30
Septembre	49	30
Octobre	43	30
Novembre	20	30
Décembre	15	30
Moyenne année	27	30,5

↳ **des heures supplémentaires** par l'allongement de l'horaire journalier ou samedis travaillés :

En 2013, nous avons réalisé **5 190** heures supplémentaires individuelles (H+) pour la catégorie ouvriers PSA.

Les effectifs inscrits (hors CASA) de notre établissement s'inscrivent en diminution pour l'année 2013.

Les effectifs CDI (hors CASA) se situent à 1970 personnes en 2013 contre 2041 en 2012.

	2011	2012	2013
OUVRIERS CDI	1727	1637	1594
OUVRIERS CDD dont apprentis	110	92	17
ETAM CDI	305	297	282
ETAM CDD	0	0	0
INGENIEURS ET CADRES CDI	109	107	94
INGENIEURS ET CADRES CDD	1	0	0
TOTAL	2 252	2 133	1987

L'évolution par grandes catégories professionnelles

Il s'agit des effectifs inscrits au 31 décembre de l'année considérée.

↳ Variation d'effectif par catégorie :

Suite à l'accord de convergence des statuts pour 1999, la répartition est la suivante :

Catégorie professionnelle	2011	2012	2013
Ouvriers professionnels fab (D)	867	783	676
Ouvriers professionnels Prod (H)	257	299	298
Ouvriers Professionnels Maint.et services (L)	713	647	637
Administratifs	29	28	26
Maîtrise	86	80	74
Agents commerciaux	2	2	1
Techniciens	186	186	180
Employés UIMM	2	1	1
Ingénieurs et Cadres	110	107	94

↳ L'évolution de la structure des effectifs :

L'effectif de l'établissement a diminué en 2013 pour se situer à 1987 au 31 décembre 2013.

La structure des effectifs varie peu. Elle se compose de 81 % d'ouvriers, dont 58% de professionnels de production, de maintenance et services, 14,2 % d'ETAM et 4,8 % de cadres.

Les flux d'effectifs

⇒ Sorties

L'évolution des départs, par motif, a été la suivante :

	2011	2012	2013
Démissions	6	6	8
Transferts sur le Groupe	0	0	4
Licenciements économiques	2	77	32
Licenciements pour autres causes	6	3	15
Retraites	20	10	10
Mutations	8	4	0
Départ période essai	0	0	0
Décès	4	3	7
Fin de Contrat CDD yc Transf CDD en CDI	115	70	92
TOTAL	161	173	168

⇒ Entrées

	2011	2012	2013
Embauches en CDI yc Transf. CDD en CDI	75	1	0
Transferts venant du Groupe	2	0	5
Embauches en CDD (yc apprentis)	93	51	17
Mutations	1	2	0
TOTAL	171	54	22

2.1.2 Les départs en cessation anticipée d'activité

Pour le site de CHARLEVILLE :

- Au 31 Décembre 2013 : Aucune personne n'est concernée par ce dispositif de cessation anticipée d'activité

2.2 Aspects qualitatifs

2.2.1 Formation

La loi du 4 mai 2004 sur la formation « tout au long de la vie professionnelle » est entrée en vigueur chez PSA PEUGEOT CITROEN après la signature, le 15 avril 2005, d'un accord entre la direction et l'ensemble des organisations représentatives du personnel de l'entreprise.

Aujourd'hui, le manager est au centre du nouveau dispositif de formation.

Son objectif principal ? Maintenir et améliorer l'employabilité des collaborateurs en les aidant à faire face à l'évolution des techniques, des métiers et de l'organisation.

Evolution des heures de formation dans notre établissement :

ANNEES	Heures totales de formation réalisées déclarables	% de la Masse Salariale consacrée à la Formation
2000	30 664	3,17 %
2001	31 983	2,92 %
2002	38 033	3,33 %
2003	30 274	2,97 %
2004	40 350	3,59 %
2005	49 769	3,72 %
2006	39 118	3,54 %
2007	41 928	3,41 %
2008	55 872	4,21 %
2009	43 908	3,22 %
2010	61 015	4,74 %
2011	61 685	4,19 %
2012	43 695	3,79 %
2013	32 848	

Pour l'année 2014, il est prévu de mettre en œuvre 34733 heures de formation y compris le dispositif DIF (droit individuel à la formation) dans un contexte économique durablement défavorable pour le groupe.

Les objectifs majeurs du plan 2014 sont les suivants :

- *l'augmentation des budgets consacrés à l'achat de prestations externes de formation*
- *le renforcement de nos capacités d'animation interne, notamment en s'appuyant sur l'expérience des seniors.*

2.2.2 Temps partiel

Le temps partiel s'applique dans notre établissement au 31/12/13.

Il correspond à une adaptation aux attentes des salariés mais il permet également de satisfaire les exigences découlant de la fluctuation de nos activités.

👉 Au niveau de notre établissement, **39** personnes sont concernées par **le travail à temps partiel**.

En voici la répartition par catégorie professionnelle :

CATEGORIE PROFESSIONNELLE	Effectif à temps partiel	Hommes	Femmes
Ouvriers	25	22	3
Administratifs	4	0	4
Agents de Maîtrise	1	1	0
Techniciens	5	0	5
Ingénieurs et cadres	3	1	2
Agents commerciaux	0	0	0
Employes UIMM	1	1	0

2.2.3 Application de la RTT

Au cours de l'année 2013, le régime de travail suivant a été modifié :

- modification du régime de journée à temps partiel DL5 (doublage sur 2 semaines à 50% en demi-journée)

2.3.1 Perspectives à moyen ou long terme

Pour 2014 nous envisageons l'intégration d'une trentaine contrats en alternance (Contrat pro, apprentis).

2.3.2 Prévisions annuelles d'emploi

Dans le contexte économique actuel, le volume de travailleurs intérimaires et en CDD devrait continuer se stabiliser à un niveau bas de l'ordre de 30. Dans cette hypothèse, la réalisation d'embauches en 2013 au statut ouvrier et TAM en CDI n'est pas d'actualité.